

« Manuel Valls est le mieux placé pour incarner le courant socialiste en 2017 »

A 70 ANS, **Christian Bataille** est député de la 12^e circonscription du Nord - celle où naquit Pierre Mauroy - depuis 1988. Ancien chevènementiste, il fait partie du « marais » du groupe socialiste, c'est-à-dire de ces élus légitimistes qui ont soutenu la politique menée par l'exécutif sans pour autant figurer parmi les proches de François Hollande ou de Manuel Valls.

Le Parti socialiste est-il encore en mesure de se rassembler autour de François Hollande pour la présidentielle de 2017 ?

Le PS est peut-être en mesure de se rassembler, mais ce n'est plus possible autour de François Hollande. Je crois qu'il faut désormais envisager un autre candidat. Je vous dis cela en conscience. Je n'appartenais pas aux frondeurs, j'ai toujours été dans le groupe socialiste très légitimiste, et attaché à l'unité derrière François Hollande. Mais aujourd'hui, ce n'est plus possible. Je rencontre des citoyens nombreux qui me font part de leur découragement et de leur volonté de ne pas participer aux prochains scrutins. C'est très inquiétant. Je pense qu'il y a, à part François Hollande, d'autres candidats, et je pense en particulier que Manuel Valls est le mieux placé, de par son expérience et sa stature d'homme d'Etat, pour incarner le courant socialiste à la prochaine élection présidentielle.

Manuel Valls est-il en mesure de rassembler tous les socialistes derrière lui ?

Je le pense. On a affublé Manuel Valls d'une image droitière. Il est peut-être, en matière économique, plus porté vers des solutions libérales, mais sur d'autres sujets, par exemple la laïcité, à laquelle je suis très attaché, ou encore la politique énergétique, il a des positions très courageuses. Elles ne

rassemblent certes pas tout le monde, mais enfin, rappelez-vous que François Mitterrand avait été victorieux alors qu'il avait choisi une position minoritaire sur l'abolition de la peine de mort.

François Hollande n'annoncera cependant sa décision qu'à la mi-décembre...

Nous sommes à la Toussaint, je n'imaginais pas que l'on attende encore quatre à six semaines pour connaître l'orientation de François Hollande. Il faudrait que les choses se clarifient assez rapidement. Si une autre solution, celle de Manuel Valls, se fait jour, il faut un peu de recul. En décembre, nous n'aurons plus le temps de construire un programme.

Assiste-t-on aujourd'hui à une crise de régime ?

S'il y a une crise de régime, elle est due au fossé qui se creuse entre le Président et le Parlement. Beaucoup de collègues députés partagent mon point de vue. François Hollande n'a fait qu'ajouter à l'aigreur d'une partie d'entre eux en n'étant pas tendre du tout, dans son livre, avec les parlementaires, alors que la gauche socialiste - c'est l'héritage de François Mitterrand - a toujours privilégié le Parlement. Il semble que François Hollande considère que le Parlement n'a aucun rôle, et je crois que sa cote de popularité parmi les parlementaires de gauche, ou en tout cas parmi les parlementaires socialistes, est aujourd'hui très faible. S'il y a rupture entre le Président et sa majorité, cela signifie qu'il n'y a plus de soutien pour le Président.

Pensez-vous que si Manuel Valls était votre candidat, cela éviterait un effondrement du PS à la présidentielle ?

C'est certain. Il faut choisir un candidat pour gagner, naturellement, pour être dans les deux premiers au premier tour, c'est l'objectif, mais surtout pour que le Parti socialiste ne soit pas liquidé, qu'on ne se retrouve pas avec une situation comparable à celle de la gauche en 1969, autour de Gaston Defferre [NDLR : ce dernier, sous l'étiquette SFIO, a recueilli 5,01% des voix, la gauche était absente du second tour]. C'est le risque que nous courons. Je crois que Manuel Valls aura pour première mission de rassembler les troupes.



Christian Bataille. DR

Le sujet, pour vous aujourd'hui, est donc de sauver un maximum de sièges à l'Assemblée ?

Les députés y pensent. François Hollande engage par son attitude, non seulement sa personne, mais il devrait aussi considérer qu'il engage le Parti socialiste, et tous les parlementaires. Et bien évidemment, beaucoup de parlementaires hésitent désormais à attacher leur nom à celui de François Hollande, pour préserver leurs chances, effectivement, de conserver leur siège, mais aussi de conserver un maximum d'élus pour le PS. Ce n'est pas forcément une réaction nombriliste de la part des parlementaires. C'est la volonté de défendre la position socialiste au Parlement. Il y a deux élections : la présidentielle, puis les législatives. Le Président peut tirer sa majorité par le haut, c'est ce qu'il a fait en 2012. Mais il peut aussi la tirer par le fond, c'est ce que je crains pour 2017.

Interview Nathalie Segauines

@NSegaunes